

INTÉGRATION DES SERVICES FINANCIERS DANS LES STRATÉGIES DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ

Un aperçu Général

Colloque UEMOA-CRDI, du 08-10 Décembre 2009,
Ouagadougou

Samuel T. KABORE; Dieudonné OUEDRAOGO, PARSEP

Plan de présentation

- 1- Politiques publiques et pauvreté
- 2- Rôles des instruments et services financiers dans les SRP
- 3- Ciblage des pauvres par les services financiers
- 4- Effets des services financiers sur la pauvreté
- 5 - Quelques défis à relever

1- Politiques Publiques et Pauvreté (1)

- Décennies 80 et 90 : Application des PAS, accent mis sur la croissance, Fronde sociale sur les effets sociaux de l'ajustement
- En 1995 : Déclaration de Copenhague, la communauté internationale convient de s'attaquer aux principaux problèmes du développement social.
- En 1999: le G8 au sommet de Cologne appuie le principe d'allègement de la dette et le relie à la réduction de la pauvreté.

1- Politiques Publiques et Pauvreté (2)

- En septembre 1999, les assemblées annuelles du Groupe Banque Mondiale, FMI adoptent l'Initiative PPTTE renforcée qui met l'accent sur la réduction de la pauvreté,
- Les stratégies de réduction de la pauvreté sont développées à travers les DSRP ou PRSP : plusieurs pays africains ont produit des DSRP
- Ces DSRP se fondent sur le Cadre de Développement Intégré (CDI) élaboré en 1999 par la Banque Mondiale

1- Politiques Publiques et Pauvreté (3)

- Les DSRP se fondent sur une approche holistique de développement qui s'efforce d'intégrer les dimensions sociales, structurelles, humaines, environnementales, macro-économiques afin de promouvoir des politiques plus équilibrées.
- Les nouvelles exigences ou paradigmes : (1) la transparence, (2) la participation et la bonne gouvernance dans l'élaboration des politiques nationales, (3) la nécessité de résultats en matière de réduction de la pauvreté.

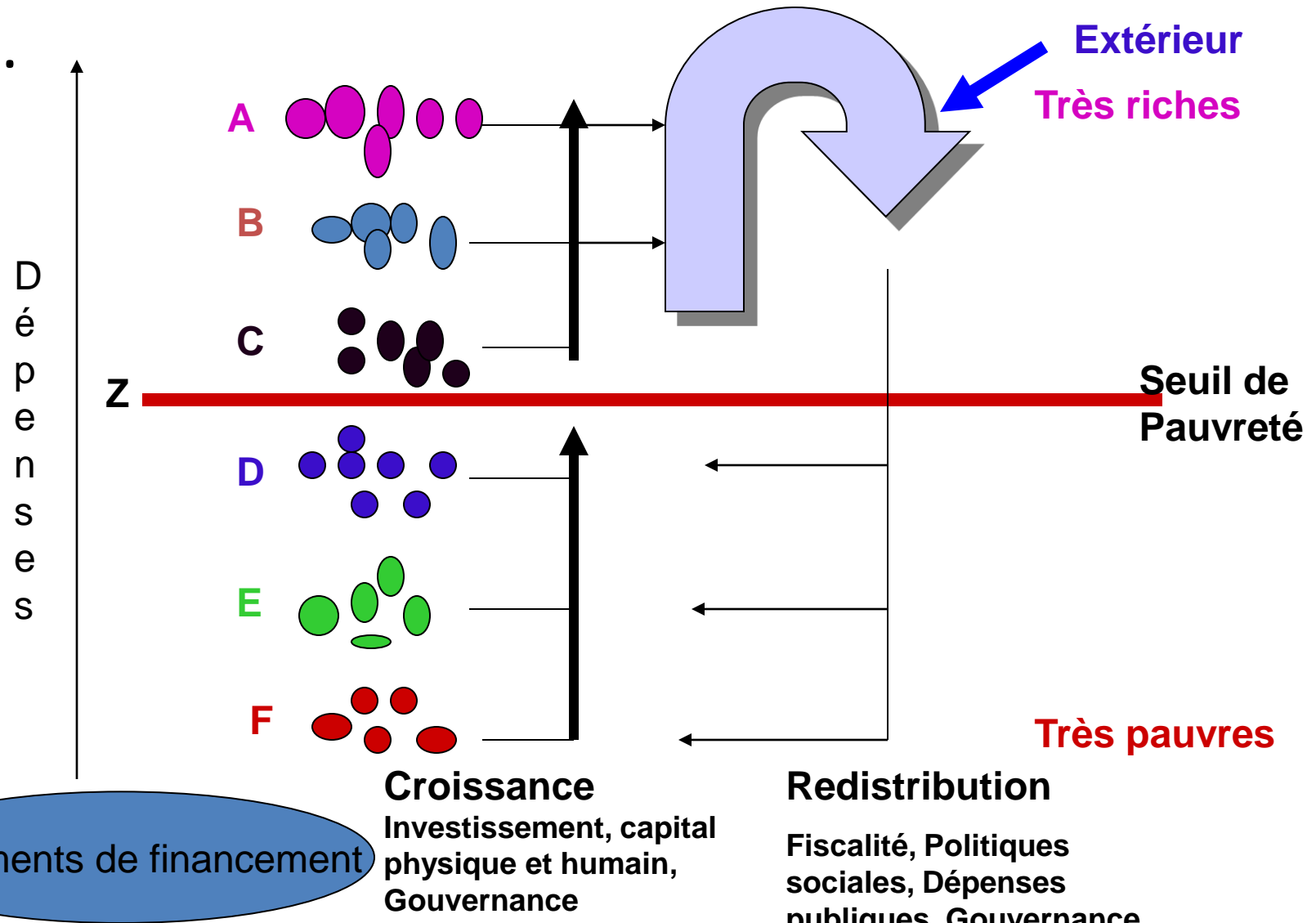
1- Politiques Publiques et Pauvreté (4)

- Les DSRP en Afrique de l'Ouest s'articulent sous plusieurs axes dont les principaux éléments communs sont :
- (1) assainissement du cadre macroéconomique,
- (2) promouvoir la croissance en veillant à l'équité,
- (3) offrir des services sociaux de base aux pauvres,
- (4) créer et diversifier les opportunités de croissance des revenus,
- (5) améliorer la gouvernance économique, politique administrative

1- Politiques Publiques et Pauvreté (5)

- Les instruments régionaux de financement, les services financiers vont être déterminants pour les axes 2 à 4
- Les différents axes et actions des DSRP devraient atténuer la pauvreté à travers l'amélioration de la croissance et de la redistribution.

1- Politiques Publiques et Pauvreté (5)



2- Rôles des instruments et services financiers dans les DSRP (1)

- Huit (8) DRSP ont été consultés : Bénin, Burkina Faso, Ghana, Cameroun, Guinée, Mali, Niger, Sénégal
- Tous ces huit (8) DRSP convergent sur le constat que : **le faible accès aux services financiers en particulier le crédit est un facteur limitant à la créations d'activités génératrices de revenu et par conséquent un déterminant potentiel de pauvreté.**

2- Rôles des instruments et services financiers dans les DSRP (2)

- L'offre de crédit, particulièrement ciblés dans les DSRP, se caractérise par :
- (1) des montants de crédit jugés faibles,
- (2) des institutions financières éloignées,
- (3) des coûts élevés de transactions,
- (4) des crédits de moyen et long terme peu développés,
- (5) un accès plus difficile par des groupes vulnérables que sont les femmes et les jeunes.

2- Rôles des instruments et services financiers dans les DSRP (3)

- Les DRSP consultés prévoient des actions précises en matière d'offre des services financiers. Les actions ciblées dans les DSRP, se caractérisent par :
 - (1) augmenter l'offre des services financiers en particulier le crédit afin de stimuler la croissance,
 - (2) renforcer la supervision bancaire pour améliorer le respect des règles prudentielles,

2- Rôles des instruments et services financiers dans les DSRP (4)

- (3) l'élargissement des services d'assurance en faveur notamment du secteur agricole,
 - (4) développer la micro finance en faveur des activités génératrices de revenus des femmes,
 - (5) l'amélioration du cadre juridique et réglementaire des institutions de micro-crédits.
-
- Les instruments régionaux de financement (Fonds régionaux) notamment la micro finance ont une place dans le SRP. Cependant, ces instruments ne sont explicitement annoncés dans les documents

3- Ciblage des pauvres par les services financiers (1)

- Parmi les services financiers capables d'atténuer la pauvreté, les crédits apparaissent les plus directs et les plus demandés.
- Adresser du crédit aux pauvres pose le problème de ciblage de ces pauvres à travers des indicateurs appropriés.

3- Ciblage des pauvres par les services financiers (2)

- Le pourcentage de pauvres touchés dépend des indicateurs simples ou composites utilisés pour cibler les pauvres. On peut citer :
- (1) Ciblage sectoriel : Crédit agricole, Fonds Nationaux (FAARF, FAGRA, etc.); Fonds Régionaux : (1) Fonds d'Aide à l'Intégration Régionale (FAIR, créé en 1999 et qui cible des AGR des zones transfrontalières), (2) Fonds Régional de Développement Agricole (FRDA, créé en 2006 et qui cible la production et le marché commun agricole, PME/PMI, MER) , (3) Fonds de Développement et de Cohésion (FDC)
- (2) Ciblage social : BRS (Insertion des femmes et de jeunes, Réinsertion des travailleurs, SFD, Micro entreprises etc.)

3- Ciblage des pauvres par les services financiers (3)

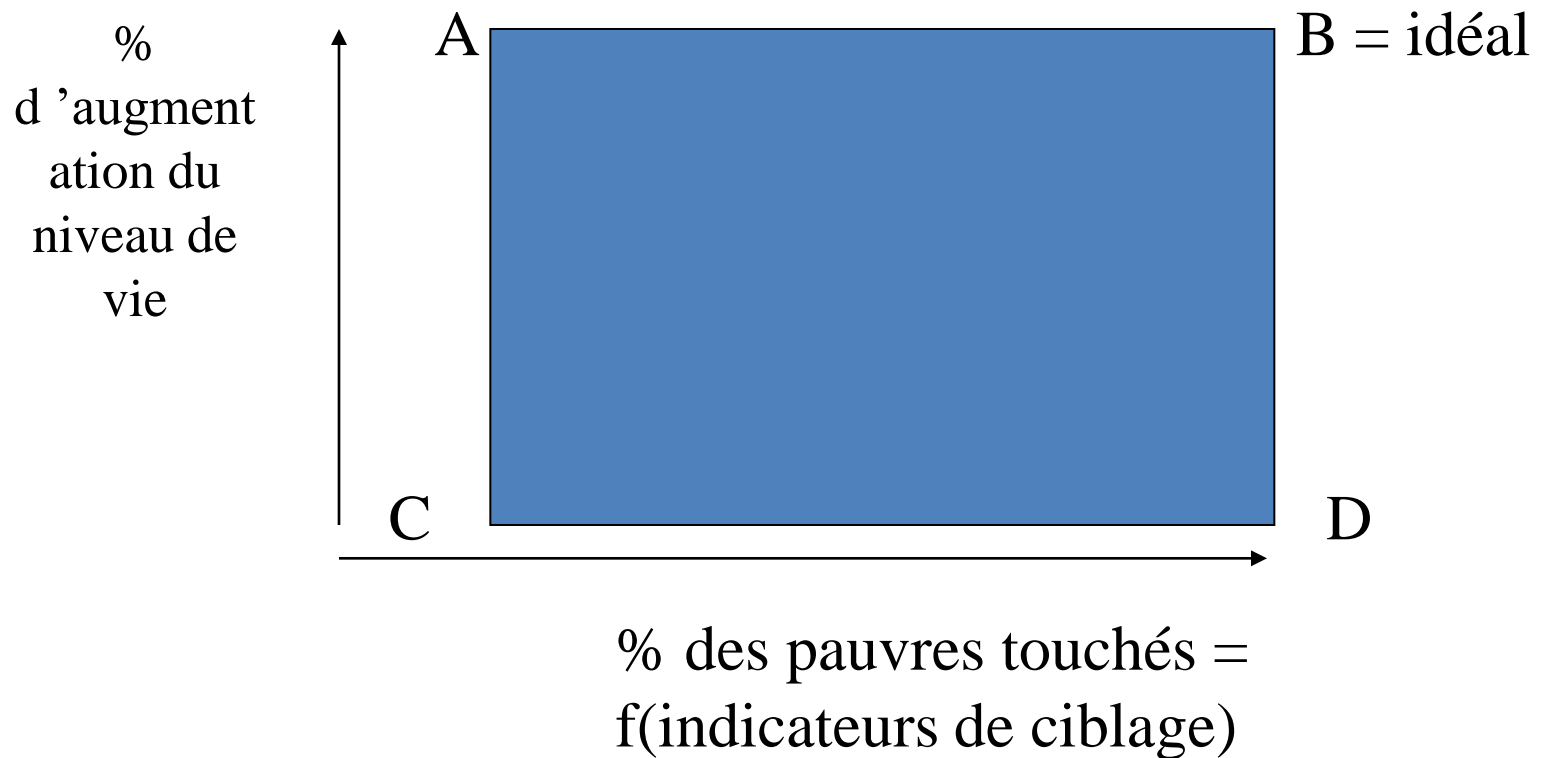
- Indicateurs de ciblage (Suite) -
- (3) posséder une petite superficie de terre (Grameen Bank, BRAC au Bangladesh)
- (4) faible indice d'habitat (Housing Index): réseau CASHPOR (Credit and Saving for the Hard-Core Poor) en Asie, réseaux SHARE et TPSI en Inde
- (6) indicateurs visuels de pauvreté (VIP) : réseau SEF (Small Enterprise Foundation) en Afrique du Sud,
- (7) indice participatif de classement dénommé Participatory Wealth Ranking (PWR) : réseau SEF

4- Effets des services financiers sur la pauvreté (1)

- Les effets des services financiers sur la pauvreté se produisent de manière directe et indirecte.
- Les **effets directs** sont issus de l'accès direct des pauvres aux services de crédits, d'épargne, d'assurance et de transferts.
- Les **effets indirects** qui sont :
 - (1) la création d'emplois à la suite de l'accès aux services financiers par les PME/PMI ou par les pouvoirs publics
 - (2) les actions publiques et privées visant l'atténuation des diverses causes de pauvreté (infrastructures, santé, éducation etc..).

4- Effets des services financiers sur la pauvreté (2)

- Diagramme d'analyse des politiques de ciblage



4- Effets des services financiers sur la pauvreté (3)

- **L'effectivité du crédit** (% d'augmentation du niveau de vie de ceux qui sont touchés) dépend :
 - (1) du montant du crédit (K) et
 - (2) de la rentabilité (r) de l'activité financée.
- Les montants du crédit ou des services financiers des IMF paraissent assez faibles et à court terme pour financer des investissements structurants de moyen et long terme.

4- Effets des services financiers sur la pauvreté (4)

- Globalement la mesure des effets des services financiers et en particulier le microcrédit pose des problèmes théoriques et méthodologiques importants.
- Au plan théorique : Choix du cadre d'analyse de l'efficacité des IMF sur la pauvreté : théorie de l'économie sociale ou théorie standard de maximisation du profit ?

4- Effets des services financiers sur la pauvreté (5)

- Les théories de la nouvelle économie institutionnelle (« coûts de transactions », « droits de propriétés », « marchés incomplets », « approche socio-économique »), apportent des réponses différenciées à la question de l'efficacité des IMF.
- Au plan méthodologique : problèmes de choix de la variable d'impact, d'attribution des effets à des causes, de fongibilité du crédit du à l'opportunisme des emprunteurs (aléa moral) pouvant détourner les ressources de leur objet premier.

4- Effets des services financiers sur la pauvreté (6)

- Il est toutefois admis que les services financiers ont un impact positif sur au moins une dimension du bien-être des bénéficiaires ou de leurs familles.

4- Effets des services financiers sur la pauvreté (7)

- A- Crédits aux pauvres et réduction de la pauvreté
- Faible connaissance de l'étendue et de l'effectivité des services de crédits et de micro-crédits en Afrique de l'Ouest.
- Évaluations faites aux Ghana et au Sénégal (Helms, 2006, CGAP) : deux- tiers (67%) des clients de la coopérative FENAGIE-PECHE au Sénégal sont parmi le tiers le plus pauvre de la population ;

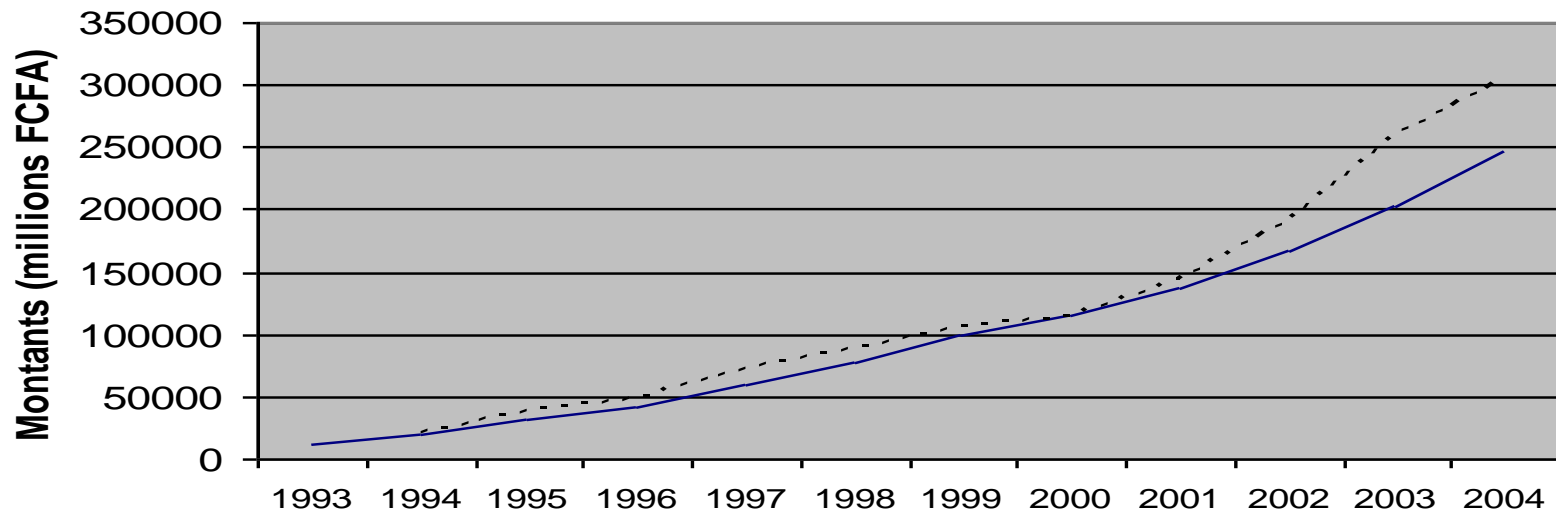
4- Effets des services financiers sur la pauvreté (8)

- Au Ghana, l'analyse montre que 26% des clients des banques rurales sont parmi les 20% les plus pauvres de la population, comparée à 16% des clients de la microfinance offerte par les ONG.
- Le CGAP rapporte qu'au Ghana les clients de Freedom from Hunger ont augmenté leur revenu mensuel de 36% comparé à 18% pour les non clients. En plus 80% des clients ont acquis une source secondaire de revenu contre 50% chez les non clients (Helms, 2006)

4- Effets des services financiers sur la pauvreté (9)

- Les monographies élaborées par la BCEAO donnent seulement les dépôts, les crédits, le taux de pénétration dans les familles, lequel taux n'indique pas le statut de pauvreté des ménages bénéficiaires des IMF, ni à quel quintile se situent-ils.

Graphique 2 : Évolution des dépôts et des crédits accordés (millions de FCFA) des IMF dans l'UEMOA



4- Effets des services financiers sur la pauvreté (10)

- Enjeux et perspectives : (1) Approfondir la connaissance de l'étendue et de l'intensité des effets du crédit par type en Afrique de l'Ouest dans le but d'orienter et/ou corriger les actions futures, (2) extension géographique de l'offre de services financiers pour atteindre les pauvres

4- Effets des services financiers sur la pauvreté (11)

- **B – Assurance contre la vulnérabilité du revenu**
- Le bilan dégagé par CGAP indique que l'assurance pour les pauvres est toujours rare (Helms, 2006).
- Enjeux et perspectives : Offrir des services d'assurances adaptés contre la chute des revenus liés aux chocs exogènes (chocs pétroliers, chute des cours mondiaux de produits d'exportation) et aux catastrophes naturelles (épizooties, sécheresses, sautériaux, inondation) qui sont des causes conjoncturelles de pauvreté.

4- Effets des services financiers sur la pauvreté (12)

- C- Epargne et transferts d'argent
- L'accroissement du nombre d'IMF et des points de services dans l'UEMOA montre une importante demande de ces services financiers par les pauvres.
- Enjeux et perspectives : (1) extension géographique de l'offre de ces services, (2) sensibiliser sur les avantages de tels services notamment la sécurisation de l'épargne et des transferts d'argent

4- Effets des services financiers sur la pauvreté (13)

- **D. Services financiers et créations d'emplois**
- Les services financiers adressés aux PME/PMI ou destinés à des investissements publics (FRDA, FDC etc..) se traduisent par la création d'emplois en faveur des pauvres.
- Enjeux et perspectives :(1) la capacité des PME/PMI et des décideurs publics à identifier des créneaux ou opportunités d'affaires et/ou d'investissement viables et créatrices d'emplois, (2) capacité des systèmes financiers et de suivi/évaluation des DSRP à faire le monitoring de tels investissements pour en évaluer les effets de créations d'emplois en faveur des pauvres.

4- Effets des services financiers sur la pauvreté (14)

- E. Refinancement des IMF
- Il existe une multitude d'acteurs qui ont des capacités financières mais qui, pour diverses contraintes, ne peuvent pas offrir directement des services financiers aux pauvres.
- Enjeux et perspectives : (1) Développer des partenariats Banques-IMF, ONG-IMF, PTF-IMF afin d'accélérer la transformation des services financiers moins accessibles en des services plus accessibles aux pauvres, (2) accompagner le refinancement bancaire des IMF par des mesures fiscales

4- Effets des services financiers sur la pauvreté (15)

- F. cadre opératoire des services financiers
- Les services financiers se mettent en place dans un environnement ou cadre opératoire qui influence leur efficacité.
- Enjeux et perspectives : Les défis consistent à améliorer (1) le cadre institutionnel et réglementaire, (2) la qualité des offres des services financiers, (3) la qualité de la demande des services financiers, (4) les politiques en vigueur.

5 - Quelques défis à relever (1)

- (1) étendre les services d'épargne, de crédits et de micro-crédits, en élargissant notamment leur couverture géographique et approfondir la connaissance de l'étendue et de l'intensité des effets du crédit dans le but d'orienter et/ou corriger les actions futures.

5 - Quelques défis à relever (2)

- (2) créer des facilités fiscales et réglementaires pour le refinancement bancaire des IMF
- (3) promouvoir des services d'assurances adaptés contre la chute des revenus liés aux chocs exogènes et aux catastrophes naturelles
- (4) approfondir l'analyse des liens entre services financiers et les déterminants / Causes de la pauvreté – Nécessité d'amélioration de la disponibilité et la qualité des données

5 - Quelques défis à relever (3)

- (5) harmoniser les textes nationaux et de la banque centrale (loi PARMEC) avec les textes de l'OHADA
- (6) réviser /relire les textes réglementaires pour mieux les adapter à l'évolution des besoins et aux attentes des acteurs
- (7) rendre le climat des affaires et d'investissement plus incitatif en luttant contre la corruption et en améliorant le fonctionnement du système judiciaire

5 - Quelques défis à relever (4)

- (8) développer les partenariats Banques-IMF, ONG-IMF et PTF-IMF afin d'accélérer les refinancements et assurer les formations,
- (9) améliorer les capacités des cellules nationales de suivi et de contrôle des institutions financières,
- (10) promouvoir une meilleure participation des professionnels des finances et des institutions financières dans le processus d'élaboration ou de révision des DSRP

- **Merci de votre attention**